

LA BARBARIE EST EN MARCHÉ, BALAYONS-LA !

Pour Macron, il faut « libérer le travail », mais nous, prolétaires, nous allons libérer notre colère !

La période actuelle est décisive pour la bourgeoisie. Afin de sauver l'économie mondiale au bord du précipice depuis 2007, elle doit faire passer des politiques drastiques de pillage des travailleurs en évitant une révolte générale. En France particulièrement, les nombreuses grèves dans tous les secteurs, depuis plus de 20 ans, ont retardé l'alignement de notre exploitation sur les préconisations de l'Union Européenne et du FMI, déjà mises en œuvre dans les pays voisins. Les vampires au pouvoir n'ont donc plus d'autres choix que de nous frapper brutalement, casser nos salaires, éliminer le peu de droits démocratiques et sociaux qui nous reste.

La véritable, la seule mission de Macron et de son gouvernement, c'est donc de rendre la barbarie ordinaire ! Demain, sous le talon de fer du MEDEF, des millions d'entre nous feront des "mini-jobs" payés 450 euros par mois (comme actuellement en Allemagne), les services publics seront réduits en miettes, la pauvreté sera à nouveau la norme, la dictature policière verrouillera le tout. L'austérité dans un régime d'oppression politique, voilà l'abîme où les capitalistes nous poussent à marche forcée pour maintenir leurs taux de profit !

La première réforme du gouvernement doit **liquider par ordonnances le code du travail et les conventions collectives**. Ce sera un retour au 19ème siècle, avec des contrats individualisés (quand il y en aura) ou propres à chaque entreprise. La deuxième vise à **transposer l'état d'urgence dans le droit commun**. L'État, sous couvert de chantage terroriste, se dote d'un arsenal juridique et policier encore plus répressif pour contrer les mouvements sociaux, intimider les travailleurs et contre-attaquer férocement en cas de soulèvement prolétarien.

Parallèlement, les pauvres paieront pour les riches qui, eux, seront défiscalisés : Il est prévu de détruire la Sécurité Sociale en augmentant la CSG (supprimer les cotisations salariales et patronales par l'imposition) et transformer l'ISF en impôt sur le seul patrimoine immobilier.

Les syndicats, en collaborateurs de « bonne volonté », selon le premier ministre, négocient sans hésiter l'aggravation de notre exploitation. Leur rôle n'est plus à définir : ils se sont clairement affirmés dans le passé comme des sapeurs de luttes. **Ils construisent la démobilisation à travers leurs journées d'actions isolées, dissuadent toute coordination des luttes par la base, préviennent la radicalisation de nos actions.**

Leurs amis de la France Insoumise, qui chantent la Marseillaise à tue-tête et **appliquent fidèlement l'austérité dans les collectivités territoriales qu'ils gèrent**, sont souvent ces mêmes bureaucrates syndicaux qui dynamitent nos combats. Sous les mimiques de la révolte et derrière les belles paroles, ces grandes gueules institutionnelles n'ont qu'une fonction : prendre le contrôle de la colère sociale, la faire échouer sur les rivages électoraux, la faire pourrir dans l'illusion d'un capitalisme à visage humain. Au passage, les « Insoumis » nous appellent à cette écœurante combinaison de crédulité et de discipline qu'est la passivité politique. Ils pensent que nous subissons comme ces masses d'opprimés ont subi, en Grèce et en Espagne, les manœuvres pacificatrices de Syriza et Podemos. Ils ont déjà tenté une première récupération d'ampleur l'an dernier, en téléguidant grossièrement « Nuit Debout ». Aujourd'hui, l'émiettement syndical de l'agenda de mobilisation ne leur suffit pas, il faut qu'ils se placent le plus tôt possible à la tête du prochain mouvement social, dont ils craignent le potentiel révolutionnaire. C'est tout le sens de leur déjà médiatique journée du 23 septembre. **Dégageons ces valets tricolores du patronat « républicain », qui ne sont « insoumis » qu'à la perspective d'éradiquer la société de classe !**

La situation réclame que nous nous réunissions. Nous avons besoin de nous parler, d'échanger nos avis, de décider de nos actions, que ce soit sur les lieux de travail ou dans les quartiers. Cela implique de détruire les barrières artificiellement dressées entre nous : salariés/titulaires/précaires, privé/public, jeunes/vieux, hommes/femmes, actifs/chômeurs, français/étrangers, etc...

Dépassons les garde-fous que sont les partis et les syndicats par l'auto-organisation à travers des coordinations de luttes dans les entreprises et les quartiers, des assemblées générales égalitaires et décisionnaires pour construire la lutte autonome généralisée, pour établir ici et maintenant la société communiste.

<http://garap.org>



Groupe d'Action pour la Recomposition
de l'Autonomie Prolétarienne